

Portrait de conseillère : Danièle JOURDAIN MENNINGER

Danièle JOURDAIN MENNINGER

GROUPE DES ASSOCIATIONS

« Nous souhaitons sortir
de l'approche répressive
qui manque son objectif.
Nous voulions faire passer
un message. »

sur l'avis « Le sens de la peine »
dont elle est co-rapporteuse

”

PORTRAIT DE MEMBRE PUBLIÉE LE 02/05/2024

Groupe lié : GROUPE DES ASSOCIATIONS

Qui sont les conseillères et conseillers du CESE ? Découvrez le portrait d'une ou un membre du CESE : parcours, engagement dans la société civile organisée et ambitions pour leur mandat au sein de la troisième assemblée de la République... Focus sur celles et ceux qui forment la société agissante.

Danièle Jourdain Menninger était professeure d'histoire avant de préparer et réussir le concours de l'ENA qui l'a ensuite menée au ministère des Finances, avant de s'engager dans les affaires sociales et la santé comme inspectrice générale des affaires sociales. Un engagement professionnel et personnel qui est double, c'est tout d'abord : « un engagement sur des valeurs avec des structures qui les défendent et un engagement auprès des jeunes. »

En parallèle de ses nouvelles activités professionnelles, elle continue l'enseignement dans une démarche qu'elle souhaite très personnalisée avec les étudiants qu'elle accompagne comme Professeure associée à Paris 1, dans la préparation des concours et des masters. Elle est Chevalière de la Légion d'Honneur et Officière dans l'Ordre National du Mérite, ce qui lui permet d'être marraine auprès de plusieurs jeunes de milieux défavorisés sélectionnés pour leur réussite scolaire par la Fondation de la Grande Chancellerie de la Légion d'Honneur.

Une approche humaniste...

Avec un parcours d'une grande technicité professionnelle, Danièle Jourdain Menninger souhaite placer au cœur de ses actions une approche humaniste. Deux principes qui l'animent et coexistent, ce que retranscrit très bien son rôle de haut fonctionnaire :

« Être inspectrice générale des affaires sociales c'est un rôle technique par les missions de contrôle que l'on peut effectuer mais nous faisons aussi des missions d'évaluations des politiques publiques. C'est ainsi que j'ai pu faire l'évaluation de la prise en charge des troubles mentaux des adolescents et des jeunes adultes, mais aussi l'évaluation de la loi de 2001 qui a réformé le secteur de l'IVG, de la contraception et de l'information à la sexualité dans les écoles et les centres d'éducation populaire. Nous allons sur le terrain et nous rencontrons l'ensemble des professionnels, ce sont les seules institutions pour lesquelles on peut avoir ce rapport direct ».

Ce rapport direct, elle en parle avec émotion à travers **un souvenir marquant** : « Après l'évaluation de la loi sur la prévention des grossesses non désirées j'étais allée dans un hôpital à Paray-le-Monial. Les infirmières sont venues me voir avec le rapport de l'IGAS en me demandant de le leur dédicacer. C'est l'un de mes meilleurs souvenirs professionnels. C'est quelque chose qui marque. »

Sur des questions de société parfois sensibles

Tous les sujets sur lesquels Danièle Jourdain Menninger a pu travailler ont comme fil rouge la santé et le social, politiques auxquelles elle a contribué dans plusieurs cabinets ministériels, dont celui de Lionel Jospin quand il était Premier ministre. Présidente de la Mission Interministérielle de Lutte contre les Drogues et les Conduites Addictives (MILDECA) de 2012 à 2017, elle s'est consacrée à la réduction des risques en matière de drogues, notamment auprès des jeunes.

Aujourd'hui, elle est conseillère au Conseil économique, social et environnemental et représente Le Mouvement associatif au titre de l'UNIOPSS, (Union nationale interfédérale des œuvres et organismes privés non lucratifs, sanitaires et sociaux), où elle préside la Commission santé. Au sein du CESE elle est Vice-Présidente de la commission Affaires sociales et santé.

Après les droits des femmes, la lutte contre les drogues ou la santé mentale, c'est au sujet des prisons et de l'incarcération qu'elle s'est consacrée en étant co-rapporteuse d'un avis du CESE. « *C'est un formidable sujet de société* », explique-t-elle en introduisant l'avis sur « Le sens de la peine ».

« *Cela changeait de la majorité des thématiques et travaux du CESE, nous souhaitions avec mon co-rapporteur Alain Dru nous positionner dans une autre approche. Nous ne voulions pas entrer dans une approche répressive qui se trompe d'objectif. Nous voulions faire passer un message.* »

Ce message, « *la peine n'a pas de sens si ces conditions d'exécutions sont indignes* » résonne particulièrement avec l'actualité au sein des prisons françaises. Avec un nouveau record de surpopulation et 77 450 personnes incarcérées au 1er avril 2024 (soit 4370 de plus que l'année précédente), c'est une voix qui peut sembler à contre-courant qu'elle souhaite faire entendre : « *Il y a d'autres solutions que la construction de places de prison* ».

Le travail continue pour Danièle Jourdain Menninger en contact avec des députées pour mener un travail en collaboration sur ce sujet crucial.

Quelles suites pour la seconde moitié du mandat ?

« *J'ai à cœur de mieux faire connaître le CESE car c'est dommage qu'il ne soit pas assez connu.* » déplore-t-elle. Au-delà du rayonnement de l'institution et de ses travaux c'est aussi les méthodes innovantes employées au Conseil qu'elle voudrait valoriser.

« *Nous avons de nouvelles méthodes pour associer les citoyens et les faire participer aux politiques publiques.* », chambre de la société civile organisée, le CESE est aussi en charge de l'organisation de la participation citoyenne. Ainsi, Danièle Jourdain Menninger porte au sein de l'association qu'elle représente et ailleurs, les préconisations formulées par la société agissante.

Crédits photo : Katrin Baumann